



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

854/jpr/yo

Arrêté du 7 février 2024

**Portant mise en demeure à la société SCHILLIGER Bois
de mettre ses installations situées à Volgelsheim en conformité avec certaines prescriptions
de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007**

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre I, titre VII du code de l'environnement et notamment ses articles L.514-5, L.171-6 et L.171-8-I ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2007 portant autorisation à la société SCHILLIGER BOIS pour l'exploitation de ses installations de stockage, transformation et de traitement sur le site de Volgelsheim ;

Vu la visite d'inspection du site réalisée le 28 juin 2023 ;

Vu l'arrêté ministériel du 03/08/18 ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées associé à cette visite ;

Considérant que l'article 16 de l'arrêté du 20 juillet 2007 susvisé dispose que "*les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention [...]. Ces ressources comprennent quatre puits de pompage en nappe de débit 60m³ chacun ainsi que deux aires de pompage dans le canal de Neuf-Brisach et également une aire de pompage au niveau du Rhin en limite Est à l'extérieur du site. Les divers moyens de lutte doivent assurer un débit simultané de 720° m³ pendant 2 heures*" ;

Considérant qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées que sur les quatre puits de prélèvement d'eau en nappe, l'un d'eux a subi des dégâts suite à la collision avec un camion et qu'il doit être réparé et testé ; que l'aire de pompage au niveau du Rhin est inexistante ;

Considérant que l'article 13 de l'arrêté du 20 juillet 2007 susvisé dispose que "[...] Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante.

[...]" ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que le site n'est pas clos au niveau du parking du personnel, suite à des travaux d'aménagement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an* » ;

Considérant que l'article 8 de l'arrêté du 20 juillet 2007 susvisé dispose que "[...] Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution [...]" ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas pu présenter lors de la visite, un document attestant un système de filtration des fumées ;

Considérant que l'article 26 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 stipule que :

« Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé [...] »

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne réalise aucune mesure de surveillance des émissions atmosphériques ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société SCHILLIGER Bois, désigné par l'« exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège est situé route du Port Rhénan, 68600 Volgelsheim, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de ses installations situées à Volgelsheim.

Article 2 : Sécurité incendie

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté du 20 juillet 2007 susvisé :

"les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention, ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les réserves d'incendie et de secours, y-compris en période de gel. Ces ressources comprennent quatre puits de pompage en nappe de débit 60m³ chacun ainsi que deux aires de pompage dans le canal de Neuf-Brisach et également une aire de pompage au niveau de Rhin en limite Est à l'extérieur du site. heures[...]"

Article 3 : Clôture du site

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 20 juillet 2007 susvisé :

"[...] Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. [...]"

Article 4 : Rejets de poussière

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 77 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 susvisé :

"I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets de SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 74 du présent arrêté.

II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, une évaluation en permanence des poussières rejetées est effectuée pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B."

Article 5 : Surveillance des émissions atmosphériques

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 76 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 susvisé :

"[...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; [...]"

Article 6 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 7 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 8 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 7 février 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT